

**PROGRAMME
SPORT ET RELATIONS
INTERNATIONALES**

**PAYS DU GOLFE :
LES ENJEUX DIPLOMATIQUES DES
POLITIQUES SPORTIVES**

Entretien avec **Raphaël LE MAGOARIEC**
DOCTORANT À L'UNIVERSITÉ DE TOURS, CITÈRES-EMAM

MARS 2019

OBSERVATOIRE GÉOSTRATÉGIQUE DU SPORT



IRIS : Vous réalisez actuellement une thèse sur les « politiques sportives des pays du Golfe : entre défis économiques et défis sociaux ». Pouvez-vous nous expliquer le choix de cette thèse et les principales conclusions que vous avez tirées jusqu'à présent ?

RAPHAËL LE MAGOARIEC : Le choix de cette thèse réside dans le fait que, depuis les années 1990, le sport est de plus en plus investi par les pays du Golfe. En me lançant dans ce travail, il s'agissait de comprendre les dynamiques socio-politiques qui entourent le développement de ces politiques sportives par les pays du Conseil de Coopération du Golfe : Oman, les Émirats arabes unis, le Qatar, l'Arabie saoudite, le Bahreïn et le Koweït, et ce, en étudiant leurs enjeux à trois échelles : locale, régionale et mondiale.

IRIS : Les politiques sportives du Qatar et des Émirats arabes unis semblent les plus abouties de la région. Quelles différences feriez-vous entre elles ?

RAPHAËL LE MAGOARIEC : Pour bien comprendre les différences qui existent, il faut prendre en compte la structure politique de ces deux États. Le Qatar est un seul émirat gouverné par un cercle restreint de personnes autour de l'émir, tandis que les Émirats arabes unis sont un État fédéral composé de sept émirats desquels se distinguent Abu Dhabi et Dubaï.

Au niveau décisionnel en matière de sport, la décision est très centralisée au Qatar, principalement autour de membres importants de la famille régnante, tandis qu'aux Émirats arabes unis cet aspect décisionnel est davantage circonscrit à chacun des émirats. L'ascendant qu'Abu Dhabi est en train de prendre sur Dubaï pourrait toutefois recentrer une partie de la gouvernance sportive à l'échelle de l'État fédéral.

Le Qatar se distingue des Émirats arabes unis par sa politique de formation sportive qui est en grande partie regroupée au sein de l'*Aspire Academy*, tandis qu'aux Émirats arabes unis, moins d'argent est investi dans ce domaine et la forme fédérale crée de plus des interférences au sein du système de formation émirien. Dans ce dernier cas, il y a un manque de continuité criant. Cela ne signifie pas pour autant qu'au sein de l'*Aspire Academy* tout fonctionne parfaitement, mais la stabilité à ce niveau mène peu à peu à des résultats. Il y

a en revanche des similitudes entre le Qatar et plusieurs émirats dans leur usage du sport pour mettre en relief leurs atouts territoriaux, et dans leur volonté de gagner en visibilité à l'échelle mondiale. Toutefois, lorsque l'on y regarde de plus près, on peut y percevoir certaines différences.

À mon sens, le Qatar partage le plus de similitudes avec Abu Dhabi. Les politiques sportives sont à l'initiative des deux familles régnantes en ce qui concerne l'événementiel. De même, les infrastructures appartiennent à ces deux émirats. Enfin, ces deux émirats ont pris possession d'un réseau de clubs ayant des objectifs différents, mais avec, à chaque fois, l'achat d'un club phare européen qu'ils peuvent employer à diverses fins.

Dubaï est plus proche de Doha concernant sa politique de conférence, une politique que l'émirat de Dubaï a développée, à la fin des années 2000, autour des *Globe Soccer*. Un événement qui chaque année est l'occasion de conférences sur les thématiques du football, et de la remise de prix délivrés par l'Association européenne des clubs (ECA) et l'Association des agents de joueurs (EFAA) aux acteurs du football mondial qui se sont distingués tout au long de l'année. Cette politique apparaît, cependant, davantage comme un moyen de promotion touristique se traduisant par la venue de stars du football mondial. Par ce biais, Dubaï se montre comme une destination de luxe à la mode. Au Qatar, en revanche, cette politique s'inscrit davantage dans l'objectif poursuivi par l'émirat de gagner en légitimité auprès des instances internationales du sport et des acteurs du sport mondial. Par ailleurs, l'initiative sportive à Dubaï se différencie de celle du Qatar parce qu'elle émane de l'action de trois acteurs : l'émirat, des hommes d'affaires émiriens et les expatriés. L'émirat a débuté dans les années 1990 une politique d'événements sportifs majeurs afin de gagner en visibilité à l'échelle mondiale. Pour mener à bien cette politique, l'émirat s'est appuyé sur son industrie du transport, à l'image de la création d'un tournoi de tennis et de la course hippique de la Dubaï World Cup (Fly Emirates, DP World, Dubaï Duty Free). En outre, cet émirat devenu un port important du Golfe au cours du XXe siècle sous l'impulsion des Britanniques, conjugué à sa faible exploitation pétrolière, détient un tissu sportif développé par la culture des expatriés. C'est ainsi qu'un des événements sportifs majeurs de l'émirat est aujourd'hui le Emirates Dubaï Rugby Sevens, un tournoi créé par le club des Dubaï Rugby Exiles, en 1970, à l'époque, dans l'optique de réunir l'ensemble des équipes des rugbymen expatriés du Golfe. Ce tournoi est devenu à la fin des années 1990, sous l'impulsion de l'émirat de Dubaï par l'intermédiaire d'Emirates Airlines, une étape majeure du World Rugby Sevens Series. Enfin, il y a l'action d'hommes d'affaires sur

le sport dubaïote, et notamment d'hommes d'affaires d'autres émirats qui profitent de l'image mondiale de Dubaï pour faire prospérer leurs projets. C'est notamment le cas de la Dubaï Sports City. Derrière ce projet, on retrouve, parmi les trois hommes d'affaires à la base de ce programme immobilier développé autour du sport, Abdulrahman Boukhatir, un homme d'affaires de Sharjah qui est un passionné de cricket. Après avoir fait de Sharjah une place forte du cricket mondial par la construction d'un stade au début des années 1980, il a profité de la stature de Dubaï pour en faire le centre du cricket mondial par la création d'un stade et d'infrastructures d'entraînement importantes. Sous cette impulsion, l'International Cricket Council a fait de Dubaï son siège et l'émirat accueille de nombreuses rencontres et compétitions phares du cricket mondial, notamment les play-offs de la Pakistan Super League. À Dubaï, beaucoup de ces lieux destinés à l'organisation de grands événements sportifs sont conçus comme des lieux d'hédonisme où se mêlent, le *show*, la performance sportive et la fête, à l'image de l'alcool qui coule à flot lors de la Dubaï World Cup. Ces lieux sont des espaces dans lesquels les expatriés venus pour travailler viennent lâcher prise le temps d'une journée.

On pourrait également expliquer d'autres différences entre les Émirats arabes unis et le Qatar, au regard des dynamiques sportives qui se sont développées ou se développent aujourd'hui, au sein de l'émirat de Sharjah qui, par ses liens avec les pays du sous-continent indien, et notamment les études supérieures réalisées par certains futurs hommes d'affaires originaires de l'émirat au Pakistan, dont Abdulrahman Boukhatir, a été la porte d'entrée du cricket aux Émirats arabes unis à partir des années 1980, et est, peu à peu, devenu un lieu important du cricket mondial. On peut aussi prendre en compte les politiques récentes de l'émirat de Fujairah ou de Ras Al-Khaimah qui dans le sillage de Dubaï ou Abu Dhabi développent une politique sportive différente, à un moindre niveau, plus tournée vers la nature, tels que des épreuves de triathlon, des trails...

Plus largement, il y a une volonté de ces deux États d'insuffler le sport comme un projet de société, de diffuser l'idée de culture de l'effort au sein de leur population par le sport afin de la mettre en mouvement pour relever les défis à venir (travail, santé, bonheur...). Ces projets ne sont pas faciles à mettre en place face aux réalités sociales de ces États.

IRIS : Comment qualifieriez-vous les politiques sportives des pays du Golfe ? Peut-on parler de diplomatie sportive à proprement parler ?

RAPHAËL LE MAGOARIEC : Il est difficile de qualifier les politiques des pays du Golfe en quelques mots étant donné l'étendue de cette question, mais le qualificatif principal qui me vient à l'esprit est « asymétrique ». Asymétrique, parce qu'à l'échelle mondiale, régionale ou locale, les investissements varient énormément d'un État à l'autre en fonction des possibilités financières, mais également des structures politiques. Asymétrique aussi en raison, aux Émirats arabes unis, d'une très grande différence entre les infrastructures datées des clubs nationaux et celles souvent destinées à susciter l'attractivité de sportifs de haut niveau de renommée mondiale et réservée à l'organisation des événements internationaux.

On peut donc parler de diplomatie sportive parce qu'au travers de ces différents lieux, notamment le stade, le sport représente pour ces États un espace d'influence, et s'affirme ainsi comme un domaine par lequel ils peuvent se rendre attractifs à l'échelle mondiale. De plus, il faut insister sur le fait que d'autres lieux plus méconnus participent aussi à la mise en place d'une diplomatie sportive régionale, notamment au travers des grands festivals de courses de chameaux qui peuvent être l'occasion de rencontres entre personnalités étatiques.

IRIS : La diplomatie sportive mise en œuvre par le Qatar était, jusqu'à présent, particulièrement remarquable par la stratégie d'accueil des grands événements sportifs et les investissements dans des clubs. La stratégie de la formation et de la performance a été plus discrète, en dépit de l'*Aspire Academy*, des performances de l'équipe masculine de Handball lors du Championnat du monde organisé à Doha, et de la victoire de l'équipe masculine de football lors de la Coupe d'Asie des nations. Selon vous, ce pan de la diplomatie sportive qatarie restera-t-il mineur ou tendra-t-il à prendre de plus en plus d'importance dans les années à venir ?

RAPHAËL LE MAGOARIEC : Honnêtement, aujourd'hui, il est très compliqué de répondre à cette question. Je pense que le Qatar a la volonté de développer sa société en partie autour du sport. Pourquoi le sport ? Pour créer un sentiment de bien-être au sein de sa société, mais également comme symbole de la compétitivité mondiale de l'émirat. Cette volonté de se montrer auprès de ses nationaux comme un pays capable de rivaliser avec les

plus grands pays du monde, et notamment dans l'enceinte sportive, explique le projet impressionnant développé en grande partie autour de l'*Aspire Academy*. Ce qui m'amène à dire que l'émirat va poursuivre cet investissement massif dans le secteur de la formation, mais en même temps la situation politique régionale actuelle qui pèse sur les finances de l'émirat m'oblige à tempérer mon propos parce que l'émirat a dû couper dans les budgets de la formation liée à certains sports, notamment dans ceux du handball, pour pouvoir se concentrer sur l'organisation de la Coupe du monde 2022. Alors, quid de l'après 2022 ? À mon avis l'émirat va poursuivre ce projet de formation parce que le sport est un pilier important de la société que le pouvoir souhaite façonner, mais, en même temps, si l'émirat est confronté à de nouvelles difficultés, ne coupera-t-il pas à nouveau dans les finances de la formation ? La question reste aujourd'hui en suspens.

IRIS : Dans votre article « Le sport, moyen d'émancipation des femmes au Qatar », publié sur *Orient XXI*, vous expliquez que le Qatar cherche à marquer sa différence, notamment avec l'Arabie Saoudite, en mettant en avant la féminisation du sport, par la participation de sportives aux compétitions, par l'organisation de conférences. Comment l'Arabie Saoudite réagit-elle face à cette stratégie ? D'autres pays de la zone adoptent-ils la même stratégie ?

RAPHAËL LE MAGOARIEC : L'Arabie saoudite a pendant longtemps été bridée par le pouvoir que possédaient les religieux au sein du royaume, la question de la femme dans le sport ne voyait donc pas d'avancées significatives. L'arrivée aux affaires du prince héritier, Mohammed Bin Salman Al Saoud, a marqué une baisse importante du pouvoir détenu par le pôle religieux. Cette évolution au sein de la structure étatique saoudienne a permis une ouverture sur cette question du sport féminin. Nous pouvons aborder cette question en trois points. D'une part, au même titre que pour le Qatar, l'Arabie saoudite a transformé ce sujet en un élément de séduction de l'opinion occidentale et des acteurs du sport mondial. Le message fort envoyé par le nouveau pouvoir était l'ouverture des stades dans le royaume aux femmes pour se montrer sous un nouveau visage, celui de la modernité, alors que, quelques mois plus tard, plusieurs Saoudiennes militant pour une amélioration de la condition féminine dans le pays étaient jetées en prison. D'autre part, la question du sport féminin est prise au sérieux par les autorités saoudiennes par rapport aux questions liées au dossier épineux de la santé des Saoudiennes, mais également par rap-

port aux changements sociaux qui se produisent au sein de la société saoudienne concernant la place de la femme, notamment dans l'enseignement supérieur et le secteur du travail. Le sport est dès lors perçu comme un facteur d'accomplissement de soi. Toutefois, cette question du sport chez la femme saoudienne est une question ardue parce que la société saoudienne n'est pas une société monolithique, c'est une société multiple, avec un caractère tribal qui est plus fort dans certains milieux ou dans certaines régions du royaume, ce qui est un frein au développement du sport féminin. Ce n'est pas anodin si le premier match de football ouvert aux femmes s'est déroulé à Jeddah, qui est la principale ouverture du royaume sur le monde et qui possède un tissu social soumis à de nombreuses influences externes au royaume.

Historiquement, le sport féminin s'est développé au Koweït et au Bahreïn, dans les années 1960 et 1970. Dans ces deux pays, c'est l'accès des femmes à l'éducation qui a été un tremplin au développement de la pratique sportive féminine dans les années 1970. Cependant, l'affirmation de courants islamistes au sein de ces sociétés de la fin des années 1970 au début des années 1980, a été un frein à sa croissance. Le sport féminin dans le Golfe est à double face. D'une part, les pays du Golfe ont pris conscience de l'importance que revêt la pratique physique chez la femme, et ce dans l'intérêt du bon fonctionnement de leur société. D'autre part, le sport féminin s'affirme pour plusieurs pays qui nourrissent des ambitions internationales comme un outil de communication qui parle à un public occidental. Sur ce point, le Qatar, les Émirats arabes unis, mais aussi Oman, emploient le sport comme un outil de communication. Il faut toutefois bien prendre en compte que ces pays ne sont qu'au début de la féminisation du sport et qu'un des défis majeurs reste le poids du système tribal dans ces sociétés. Pour autant, les pouvoirs ou différentes entreprises privées essayent par la mise en place de programmes d'obtenir la confiance des parents, notamment par l'aménagement d'espaces réservés à la pratique physique féminine. Enfin, l'autorisation du hijab par plusieurs instances internationales du sport est positive en ce qui concerne le développement du sport féminin dans la région.

IRIS : Dans votre article, publié en février 2018 « Le football, frappé par la crise du Golfe », vous revenez sur la crise diplomatique opposant notamment d'une part l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis, l'Égypte, Bahreïn et d'autre part, le Qatar, que vous mettez en perspective avec la Coupe du Golfe de 2018, où la contre-performance du Qatar a été raillée. Qu'est-ce que cette édition 2018 et la Coupe d'Asie des nations remportée par le Qatar disent sur la situation actuelle ?

RAPHAËL LE MAGOARIEC : Le fait que le Qatar et les Émirats arabes unis aient eu à s'affronter en demi-finale, à Abu Dhabi, au cœur même du stade Mohammed Bin Zayed, à quoi s'ajoute le sacre du Qatar lors de cette compétition, sur le territoire de l'un de ses plus grands détracteurs, ont transformé cette Coupe d'Asie en un événement rempli de symboles que le Qatar victorieux n'a pas manqué d'utiliser à des fins politiques. On peut distinguer trois logiques au travers de cette compétition.

D'une part, les Émirats arabes unis manifestent, au même titre que ses alliés régionaux, depuis plus d'un an un discours ostensiblement anti-qatarien, y compris dans le sport. Ce ressentiment à l'encontre de Doha a pris corps lors de ce match au sommet l'opposant au Qatar. Cette rencontre à fortes connotations politiques a été construite par Abu Dhabi comme une mobilisation de toute la population émirienne contre l'ennemi qatarien. Le ministère du Sport d'Abu Dhabi a ainsi retiré de la vente les places restantes pour les redistribuer à des supporters de nationalité émirienne. Ce climat de tensions ne pouvait qu'aboutir lors de ce match à des manifestations de violence de la part du public émirien, les joueurs qatariens ont plusieurs fois été pris à parti et la cible de jets de chaussures. Jusqu'à présent ce type d'atmosphère autour de rencontres sportives n'avait jamais encore été vu dans le Golfe, ce qui explique aussi l'étonnement que l'on a pu ressentir face à de telles scènes.

D'autre part, le Qatar *a contrario* a développé à partir de sa victoire un discours inclusif. À travers sa déclaration, le président de la fédération de football a présenté cette victoire comme celle des Qataris. Dans le même temps, par ses remerciements appuyés aux supporters arabes pour leur soutien apporté tout au long de la compétition à la sélection du Qatar, le président présente aussi cette victoire comme la leur. Cette ligne inclusive a également été perceptible au travers du traitement médiatique accordé par les chaînes sportives qatariennes au sacre de la sélection du Qatar. Dans le même ton, ce qui est intéres-

sant de noter, c'est toute la symbolique orchestrée par les dirigeants qatariens, à commencer par les joueurs qui une fois sacrés ont brandi devant les officiels émiriens les drapeaux du Koweït et du Sultanat d'Oman, les deux seuls pays du CCG ayant refusé la ligne politique adoptée par les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et le Bahreïn.

Enfin, cette compétition a aussi été un espace de contestation populaire de cette même ligne adoptée par Abu Dhabi, Riyad et Manama, par les supporters omanais et koweïtiens. En effet, tout au long de la compétition, le Qatar orphelin de ses supporters interdits d'entrée aux Émirats arabes unis, a pu compter sur le soutien des supporters omanais. De nombreuses scènes de communion ont eu lieu entre les joueurs qatariens et ces derniers, comme un symbole de la fraternité unissant ces deux pays. De même, une fois le Qatar sacré, de nombreuses scènes de joies ont eu lieu dans les rues de Koweït City et de nombreuses villes omanaises. Avant de regagner Doha par Muscat, la sélection qatarienne s'est arrêtée dans un hôtel de Sohar, afin de se reposer et de remercier les supporters omanais pour leur soutien. À son arrivée dans cette cité du Nord du Sultanat d'Oman, elle a été accueillie par une foule de supporters reprenant les paroles de la chanson, « Ena Aqul Ah », écrite par le célèbre artiste qatarien Ali Abdel Sattar il y a quelques années en l'honneur de la sélection qatarienne de football, « Al 'Anabi »¹.

IRIS : Depuis un an, l'Arabie Saoudite devient de plus en plus présente sur la scène internationale sportive (accueil de grands événements sportifs, investissements conséquents dans le football et son championnat national). Comment qualifier et interpréter cette politique sportive ?

RAPHAËL LE MAGOARIEC : L'Arabie saoudite qui est confrontée à des défis socio-économiques majeurs souhaite faire du sport un des vecteurs de son ouverture au monde. Cette volonté était déjà perceptible à la fin du règne du roi Abdallah qui avait lancé dans le royaume, en 2014, un projet de construction d'une dizaine de grands stades sous la direction d'ARAMCO. Cela marquait déjà l'envie du pouvoir de suivre les trajectoires empruntées par le Qatar et les Émirats arabes unis, notamment dans une logique de séduction d'acteurs économiques étrangers. Cette politique, aujourd'hui, s'inscrit dans cette même dynamique d'ouverture, mais il faut également la comprendre en regard de la société saoudienne qui est une société très jeune. Ces investissements massifs dans le sport répondent ainsi à un désir d'une jeunesse ouverte sur le monde en recherche de divertissements et d'espaces de liberté. Ces nouveaux lieux de spectacle ou d'activités physiques

¹ « Les bordeaux », surnom de la sélection du Qatar.

apparaissent ainsi comme de nouveaux espaces de liberté pour cette jeunesse saoudienne. Cette politique est un moyen pour le pouvoir de diminuer la pression sociale qui pèse sur elle au sein du royaume, tout en poursuivant une politique de répression très autoritaire. Toutefois, ces investissements qui se sont faits en très peu de temps sous la direction de Turki Al-Shaykh dans de nombreux sports révèlent le caractère impulsif des nouveaux hommes au pouvoir. Par exemple, des domaines qui demandent un investissement sur le temps long pour voir des résultats, comme la formation dans le football, semblent moins investis. Pourtant, au dire de formateurs, l'Arabie saoudite possède un vivier de possibles futurs talents important. Cela semble traduire pour le moment le manque de vision sur le long terme des politiques sportives saoudiennes.

IRIS : Depuis plusieurs mois, la FIFA parle d'une Coupe du monde à 48 équipes (au lieu des 32 actuellement présentes) et donc d'un événement qui ne serait pas uniquement hébergé par le Qatar. Quelle analyse faites-vous de la situation ?

RAPHAËL LE MAGOARIEC : Depuis l'obtention par le Qatar de la Coupe du monde 2022, l'émirat a été la cible de nombreuses attaques, notamment d'ordre médiatique provenant d'agences de presse étasuniennes en partie financées par les Émirats arabes unis. Sur ce dossier, les articles de James Dorsey et Akram Belkaïd sont éclairants. La pression mise sur la FIFA par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ces derniers temps à l'encontre du dossier qatarien, et surtout la volonté de leur fédération de passer de 32 équipes à 48 équipes dès 2022, semble être l'ultime offensive menée par ces deux pays pour retirer au Qatar la pleine organisation de cette édition. Ainsi, depuis quelques mois, un fort lobbying est mené par l'ensemble de ces acteurs régionaux auprès de Gianni Infantino, le président de la FIFA, afin d'obtenir gain de cause sur ce dossier. Toutes ces attaques à l'encontre de la Coupe du monde 2022 ne sont pas uniquement des offensives à l'encontre de l'organisation d'un événement, mais bien des offensives dirigées envers l'un des piliers de la politique d'influence menée par le Qatar à l'échelle mondiale depuis plus d'une vingtaine d'années, dont la Coupe du monde 2022 est l'une de ses plus grandes réussites. Au vu de la situation politique actuelle dans la région, et de surcroît, de l'investissement concentré par le Qatar pour mener à bien l'organisation de la Coupe du monde 2022, il me semble compliqué de retirer au Qatar son organisation et de vouloir que l'émirat la partage avec des États qui n'ont milité que pour sa perte. Face à ce problème, la solution pourrait se trouver du côté du Sultanat d'Oman. Le Sultanat d'Oman semble, en effet, être actif dans

ce dossier comme négociateur. Il est, par ailleurs, possible que le sultanat joue un rôle crucial dans le schéma d'organisation d'une Coupe du monde à 48 équipes dès 2022, par l'accueil de supporters. Doha s'était assuré en amont le soutien logistique du sultanat afin d'organiser cette compétition dans les meilleures conditions. Au regard de la stratégie sportive du sultanat, qui participe pleinement au développement touristique du pays, une stratégie qui est axée sur la réalisation d'une image mêlant patrimoine et nature, à quoi il faut ajouter des stades qui ne correspondent pour le moment pas aux dimensions des enceintes sportives en mesure d'accueillir des rencontres de la Coupe du monde, il semblait assez improbable que le sultanat puisse accueillir des matchs de cette édition. Ce type de compétition est en effet très éloigné du style d'événements sportifs recherchés par le sultanat pour promouvoir son territoire. Mais la rencontre au début du mois de mars, à Mascate, entre Asad Bin Tariq Al-Saïd, un personnage-clé dans la structure étatique omanaise, représentant personnel du sultan Qaboos et vice-premier ministre omanais pour les relations et les affaires de coopération internationale, avec Gianni Infantino, indique qu'Oman pourrait accueillir quelques rencontres afin de venir en aide au Qatar. Il en serait de même pour le Koweït. Cette visite marque surtout la volonté de la FIFA d'organiser une Coupe du monde à 48 équipes dès 2022, tout en essayant de faire face à la crise régionale. Elle essaye ainsi de convaincre les deux seuls États du CCG avec qui le Qatar entretient toujours de bonnes relations, pour pouvoir lancer ce nouveau format plus tôt que prévu. La validation de ce nouveau schéma par le Qatar est donc subordonnée à la participation d'Oman et du Koweït à la Coupe du monde 2022. ■

OBSERVATOIRE GÉOSTRATÉGIQUE DU SPORT

PAYS DU GOLFE :

LES ENJEUX DIPLOMATIQUES DES POLITIQUES SPORTIVES

Entretien avec Raphaël LE MAGOARIEC

DOCTORANT À L'UNIVERSITÉ DE TOURS, CITÈRES-EMAM

MARS 2019

Un observatoire du

PROGRAMME SPORT ET RELATIONS INTERNATIONALES

Sous la direction de Carole GOMEZ, chercheuse à l'IRIS (gomez@iris-france.org)
et Pim VERSCHUUREN, chercheur associé à l'IRIS (verschuuren@iris-france.org)

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org